



GESQ
Groupe d'Économie
Solidaire du Québec

www4.uqo.ca/ries2001/gesq

Dans le cadre du
**Forum international de
l'économie sociale (FIESS)**

On change de modèle!

**Contribution de l'économie sociale
et solidaire (ESS) aux défis actuels
du développement durable**

À l'heure de RIO 2012 et de
l'Année internationale des coopératives,
la planète n'y arrivera pas
si on ne change pas de modèle!

Rendez-vous international • 17 octobre 2011 • Centre St-Pierre, Montréal



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

www.caissesolidaire.coop

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

www.fondaction.com



www.rencontres-montblanc.coop

Argumentaire

Ce qui frappe aujourd'hui plus qu'hier, c'est la séparation de l'économie et de la société, c'est-à-dire le décalage ou le **divorce** plus manifeste entre, d'un côté, **les valeurs de l'économie dominante**, soit le « tout au marché », l'appât du gain et le triomphe de la cupidité, et de l'autre, **les valeurs de la société** portées par les initiatives de l'ESS, par des mouvements sociaux et par un certain nombre d'institutions (centres de recherche, fondations...) soit la démocratie, la justice économique et sociale, le développement durable et solidaire des communautés, l'intervention de l'État pour satisfaire à un minimum de répartition des richesses, la solidarité internationale. Bref la société, par les mouvements et les dynamiques sociales qui l'habitent, cherche par divers moyens à concilier économie avec équité sociale et défense des écosystèmes. Mais il est clair que le capitalisme financier et boursier dominant dans les deux ou trois dernières décennies ne s'en soucie aucunement. La crise actuelle a tout exacerbé. De plus en plus nombreux sont ceux qui sont portés à penser qu'elle n'est pas que financière et économique. **Elle est aussi fortement écologique et sociale.**

Il faut donc prendre acte que la crise actuelle est une **crise du modèle dominant de développement** et que cette crise est une grande crise qui n'est ni accidentelle, ni temporaire. Elle est globale, c'est-à-dire tout à la fois et à la même hauteur, économique, sociale et écologique. Elle est aussi plus que jamais **internationale** par l'interdépendance accrue liée à la nouvelle phase de la mondialisation (les urgences les plus graves sont à tout le moins plurinationales).

Ce qui a signifié durant les deux dernières décennies :

- a) une montée en puissance du capitalisme boursier et financier ;
- b) une remontée des inégalités entre le Nord et le Sud ;
- c) une poussée marquée de la précarité dans le monde du travail ; et
- d) une urgence écologique sans précédent, le réchauffement climatique ayant servi de dernier catalyseur d'une mobilisation internationale qui s'imposait tant dans les institutions internationales qu'au sein des gouvernements ou des mouvements sociaux.

Bref, la planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle !

Ceci étant, les grands enjeux de la période actuelle qui ont alors pointé à l'horizon sont :

- a) la crise de l'agriculture et de l'alimentation ;
- b) la crise de l'énergie et du climat ;
- c) l'affaiblissement de l'État social ;
- d) la faible diversité de l'économie et la finance aux postes de commande de cette économie ;
- e) une mondialisation néolibérale qui accentue les dépendances et les interdépendances.

Rio 2012 est donc devenu un grand rendez-vous international incontournable pour poursuivre la mobilisation locale, nationale et internationale de tous (gouvernements, institutions internationales et mouvements sociaux) autour du défi de l'urgence écologique. L'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, fonds de travailleurs et associations à vocation économique) est-elle de la partie ? Si oui, quelle partition jouera-t-elle ? Comment porter son projet jusqu'à la conférence de Rio (juin 2012) ? Comment faire avancer davantage l'internationalisation de l'ESS québécoise dans ce plan de match ?

De plus, par delà l'appel à un *new deal* planétaire (Appel des Rencontres du Mont-Blanc, 2007) et par delà le tournant « développement durable » d'organisations de plus en plus nombreuses, plusieurs questions sont restées plus ou moins en suspens.

Pouvons-nous tout à la fois converger et débattre tout en modifiant notre échelle d'intervention en la faisant devenir plus internationale ?

Un débat majeur : comment pouvons-nous **lier davantage les questions climatiques et environnementales aux questions économiques et sociales** en tenant compte des diverses sensibilités : celle qui priorise davantage la question sociale (très présente dans le mouvement syndical ou communautaire par exemple) ; celle qui priorise davantage la dimension économique du développement (les grandes coopératives par exemple) ; celle qui est centrée davantage sur l'« énergie/climat » (les écologistes par exemple) ?

Quels sont nos chemins communs de sortie de la crise actuelle qui est tout à la fois économique, sociale et écologique ?

Programme de la journée

- 8 h 00** Accueil et inscription
- 8 h 30** Mot d'ouverture par le comité de direction de la journée
- 9 h 00** Panel d'ouverture sur la crise actuelle et les pistes de sortie de crise par l'économie sociale et solidaire
- 11 h 00** 2^e panel portant sur cinq grands chantiers de sortie de crise par l'ESS québécoise
- 12 h 30** Dîner sur place et présentation par Desjardins du projet de Sommet international des coopératives en octobre 2012
- 14 h 00** 3^e panel portant sur l'internationalisation de l'ESS
- 15 h 30** Panel de clôture: débat sur le renouvellement de l'action politique dans les organisations de l'ESS. Les prochaines élections québécoises sont-elles une occasion à privilégier ?
- 17 h 00** Lancement d'ouvrages et de publications diverses

9 h 00 Panel d'ouverture

La crise est globale et internationale: quels sont les chemins de sortie de la crise par l'économie sociale et solidaire ?

La fécondité des entreprises collectives, au-delà d'une réussite économique contrastée, tient à leur force de proposition et d'interpellation. Dans un contexte où beaucoup d'organisations s'interrogent sur l'avenir de nos économies et de l'économie mondiale, elles sont autant de laboratoires où se recomposent les rapports entre le capital et le travail, entre l'intérêt privé et l'intérêt général, entre la création de richesse et sa répartition, entre la dictature des actionnaires et la démocratie des associés, entre les délocalisations et la sauvegarde du patrimoine sur les territoires... Le caractère citoyen des entreprises collectives naît des exigences qu'elles se donnent: par delà leurs réalisations, elles persistent à inscrire leurs convictions dans des structures économiques solidaires... Comment se positionne l'ESS française, québécoise et internationale face aux enjeux actuels du développement durable à l'heure de Rio 2012 ?

Animation

Léopold Beaulieu, président-directeur général de Fondaction

Panelistes

Nicole Alix (France), Forum international des dirigeants de l'économie sociale (Rencontres du Mont-Blanc): *Une perspective internationale pour l'économie sociale à l'horizon de Rio 2012.*

Mario Hébert, Directeur, Recherche, communications et soutien à la commercialisation à Fondaction: *Une perspective d'internationalisation de l'ESS québécoise à l'horizon de Rio 2012.*

Réjean Lantagne

SOCODEVI et ACI des Amériques: *Une perspective inspirée du Sud et de la coopération internationale pour Rio 2012.*

11 h 00 Deuxième Panel

Cinq grands chantiers de sortie de crise par l'ESS au Québec: renouvellement de l'État social, démocratisation de l'économie, agriculture et alimentation, énergie et climat, solidarité internationale

Au Québec comme à l'échelle internationale, plusieurs pistes de sortie de crise par l'économie sociale et solidaire s'offrent à nous. Parmi celles-ci, sans considérer qu'ils ont l'exclusivité, cinq grands chantiers se sont ouverts au sein de nombreux mouvements. Exploration de ces chantiers:

- la crise alimentaire: peut-on y faire face par une agriculture écologique plus intensive, des filières plus équitables en alimentation ?
- la crise énergétique: comment affronter cette crise énergétique et le réchauffement climatique en allant vers un développement durable et solidaire des communautés ?
- la crise du transport et de l'habitat: comment développer une économie verte dans ces secteurs et favoriser une réelle efficacité énergétique ?
- démocratiser l'économie et renouveler l'État social: doit-on favoriser la « biodiversité » des entreprises, retirer aux multinationales des territoires d'expansion là où sont des biens communs (eau, terre...), développer un large secteur non capitaliste de propriétés collectives gérées démocratiquement ? Par où passe le renouvellement de l'État social ?

Émissions de CO2 dans l'atmosphère par grands secteurs

Les émissions de CO2 dans l'atmosphère sont causées à 25 % par les productions d'énergie (pétrole, gaz...), à 20 % par l'industrie, à 17 % par la forêt, à 13 % par l'agriculture, à 13 % par le transport, à 8 % par les bâtiments résidentiels et commerciaux et à 3 % par les déchets et les eaux usées (chiffres du GIEC, 2004, cités par Guilbeault 2009).

Animation

Christine Gingras, directrice adjointe, Nature Québec:

Panelistes

Jocelyn Lessard, directeur de la Fédération des coopératives forestières du Québec (FQCF): *Affronter la crise énergétique et le réchauffement climatique: l'expérience de la FQCF.*

Denis Richard, la Coop Fédérée: *Agriculture écologiquement intensive et filières régionales en alimentation au Québec, un défi d'actualité.*

Ernesto Molina, sociologue et enseignant en travail social à l'Université de Sherbrooke: *Par où passe le renouvellement de l'État social au Québec ? À la recherche de nouvelles politiques économiques, sociales et environnementales.*

Daniel R. Breton, Maîtres chez nous – 21^e siècle (MCN21): *Par où passe le contrôle de nos ressources naturelles au Québec ?*

14 h 00 Troisième panel

Réseaux et mouvements de promotion de l'économie sociale et solidaire au plan international face à l'urgence écologique

La conjoncture de la solidarité internationale est incertaine et instable notamment à cause des nouvelles politiques publiques en matière de coopération internationale ici au Canada et ailleurs dans le monde (Déclaration de Paris 2005 et ses suites). Néanmoins, dans le cadre de cette conjoncture d'affaiblissement généralisé d'ONG et de mouvements (notamment celui des femmes), il s'est ouvert une brèche qui a commencé à favoriser le renouvellement des grandes organisations sociales (syndicales, coopératives, agricoles) et l'émergence d'initiatives socio-économiques locales et internationales en matière de développement durable. Quelles sont les principales lignes de force des mouvements engagés dans l'enjeu de la solidarité internationale et de l'urgence écologique ?

Animation

Hélène Simard, présidente-directrice générale du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Panelistes

René Lachapelle, président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) : *Politique canadienne en matière de coopération internationale et d'environnement : quelques pistes pour une stratégie renouvelée des organisations québécoises d'ESS.*

Alain Pélissier, président de la Fondation Monique-Fitz-Back, dédiée à l'éducation relative à l'environnement dans une perspective de développement durable : *Le grand succès du Mouvement des écoles et des établissements verts Brundtland au Québec.*

Angelica Imperador, conseillère chez MCE Conseils et Développement solidaire international (DSI) : *Syndicalisme, ESS et développement durable : l'expérience de la CSN dans son partenariat avec la CUT au Brésil.*

André Beaudoin, UPA-DI : *La solidarité internationale du mouvement agricole québécois et l'organisation mondiale des paysans : état des lieux et défis d'aujourd'hui en matière d'environnement.*

15 h 30 Panel de clôture

ESS : quelle action politique à l'heure de Rio 2012, ou comment faire mouvement ?

L'ensemble des entreprises collectives (coopératives, mutuelles, fonds syndicaux et associations) ne sont pas seulement des entreprises différentes en raison de leur finalité sociale et de leur profitabilité limitée (viabilité économique et non pas recherche du profit maximum). Elles se veulent également portées par des préoccupations de bien commun. La fonction économique de production de biens et services est **en principe adossée à une fonction politique** de révélateur de nouveaux besoins sociaux et de bougie d'allumage sur des questions de société **pour influencer les politiques publiques**. Par ailleurs, au Québec à tout le moins, la dynamique de cohabitation avec les pouvoirs publics est aujourd'hui durement mise à l'épreuve dans plusieurs dossiers comme la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture, la relance des économies locales, etc. Ces constats appellent à exprimer la volonté de l'ESS pour que les États et les institutions internationales renouent avec des politiques d'intérêt général, que ce soit au niveau local, régional, national ou international. Quelle action politique pour l'ESS ? Quel cahier québécois de propositions ? Nous donnons-nous un agenda de l'ESS pour les élections au Québec en 2012 ? Quel agenda pour l'année internationale des coopératives ? Quel agenda pour nous conduire vers Rio 2012 ?

Animation

Louis Favreau, sociologue, Université du Québec en Outaouais (UQO), ARUC-ISDC/CRDC, et vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Panelistes

Discussion libre autour de 6 chantiers et 20 propositions.

Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, membre du Forum international des dirigeants de l'économie sociale et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Jacques Létourneau, 1^{er} vice-président de la CSN, responsable des questions internationales

Jean-François Lisée, directeur du Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal

Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre, sociologue, spécialisée en développement international, doctorante à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

17 h 00 Lancement et mention d'ouvrages et de publications diverses

Favreau, L. et E. Molina (2011), *Économie et société. Pistes de sortie de crise*, PUQ, Sainte-Foy.

CQCM, Nature Québec et CDR Bas-Saint-Laurent/Côte-Nord (2011), *Biocarburants ou bioénergies ? Vers une solution coopérative*, CQCM, Lévis.

Ryan, P. (2011), *Un réseau à la défense des intérêts des coopératives forestières*, ARUC-DTC/FQCF, Québec.

Waridel, L. (2011), *L'envers de l'assiette*, Écosociété, Montréal.

Contribution pour sortir de la crise et s'inscrire dans le développement durable

Six chantiers et 20 axes d'intervention

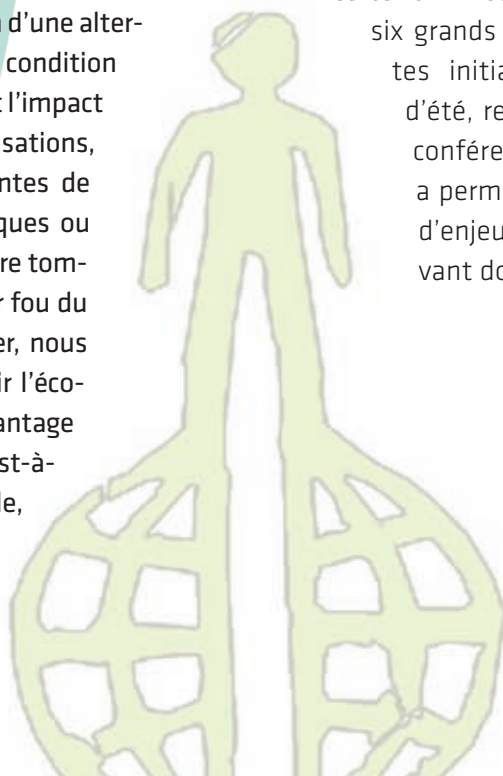
Le projet des différentes familles de l'économie sociale (coopératives et mutuelles, fonds de travailleurs et associations) déborde largement du champ économique. En effet, ce qu'on appelle l'« économie » ne peut se réduire à une économie de type strictement capitaliste, dont la règle principale reste calée sur la rémunération maximale des capitaux investis au profit exclusif des actionnaires. L'économie sociale vise depuis ses origines l'instauration d'une société plus équitable, plus solidaire, plus démocratique et plus écologique. On ne peut dissocier son projet économique (entreprendre autrement) de son projet social et politique (justice et démocratie) et donc on ne peut réduire son rôle, son poids et sa contribution aux seuls indicateurs économiques de la richesse, au nombre d'entreprises qu'elle a créées et au nombre d'emplois générés. Bref, son seul poids économique est loin de suffire à la définir.

L'ESS est partie prenante de la construction d'une alternative crédible à l'économie capitaliste, à la condition de ne pas sous-estimer son rôle politique et l'impact de son projet, de son éthique, de ses réalisations, et son influence sur les autres composantes de la planète économique (entreprises publiques ou entreprises du secteur marchand). Sans faire tomber de son cheval, pour autant, « le cavalier fou du capitalisme financier », elle peut contribuer, nous dit l'économiste Maurice Parodi, à infléchir l'économie dans la perspective d'assumer davantage les enjeux d'un développement durable, c'est-à-dire d'un développement économique viable, socialement équitable et écologiquement durable.

L'économie sociale et solidaire : une force économique et sociale pour une économie au service de la société

La crise actuelle n'est pas une crise comme les autres. Elle n'est ni accidentelle, ni passagère, ni unidimensionnelle. **Elle est globale, économique, sociale et écologique.** Dans ce contexte, les initiatives de l'ESS peuvent être un levier pour sortir de cette crise par le bas. Mais elles ne peuvent le faire seules. Elles le peuvent avec d'autres et sur plusieurs échelles d'intervention (du local à l'international). Elles ont une capacité de faire des propositions pour renouveler l'économie québécoise afin d'y favoriser plus de solidarité, plus de démocratie et un Québec plus écologique parce qu'elles ont une expérience sur le terrain des pratiques économiques solidaires, un ancrage sur tous les territoires et une expertise à offrir. Mais cette force économique et sociale est encore un **nain politique** parce qu'elle se déploie trop en rangs dispersés et qu'elle investit peu

ce terrain. Pour ce faire, nous proposons d'ouvrir six grands chantiers capitalisant sur différentes initiatives (forums divers, universités d'été, rencontres internationales...). Déjà la conférence internationale de Lévis en 2010 a permis de dégager un premier ensemble d'enjeux et d'expériences pertinentes pouvant donner lieu à des propositions.



1^{er} chantier

Démocratiser et territorialiser l'économie

Pour sortir de la crise et s'inscrire résolument dans le développement durable, les populations doivent reprendre le contrôle de leurs biens communs (eau, terre, ressources naturelles et écosystème)

L'économie sociale et solidaire, par ses fonds collectifs, lie les collectivités territoriales aux entreprises et aux institutions et démocratise leur gouvernance. Cela impose qu'elle forme des leaders et soutienne le développement de nouvelles entreprises et institutions qui donnent corps à cette priorité.

Il appartient aux pouvoirs publics de garantir le caractère pluriel de l'économie, d'encourager l'entrepreneuriat collectif, de s'engager dans le développement durable et solidaire des communautés et de favoriser les partenariats de ces dernières avec l'économie sociale et solidaire.

2^e chantier

Affronter la crise de l'énergie et le réchauffement climatique

La planète n'y arrivera pas! Tous les indicateurs sont au rouge : le réchauffement climatique, l'épuisement des hydrocarbures et une demande croissante géopolitiquement transformée. Le modèle est épuisé. Il faut le changer.

Poussant en mode d'économie sociale et solidaire, des milliers d'initiatives ont mis au point des centaines d'innovations : dans l'habitat (efficacité énergétique); dans le transport (collectif, rural); dans l'agriculture (agriculture biologique et de territoire), dans la forêt (biomasse, reforestation...); dans la consommation (consommation responsable, réemploi, recyclage, commerce équitable...). Ces innovations contribuent à la réduction de la charge énergétique. Cependant, demeure la nécessité de changer radicalement le dispositif énergétique, avec l'appui des populations concernées, par un grand virage vers les éner-

gies renouvelables. L'économie sociale et solidaire est issue des populations et des communautés. Elle représente une alternative de premier ordre dans le développement d'énergies alternatives (l'éolien, le solaire, la biomasse, le géothermique, etc.).

Toutefois, bon nombre de ses projets nécessitent des capitaux qui dépassent les capacités des participants. Les coopératives et autres institutions de la finance socialement responsable sont directement interpellées. Mais sont également interpellés les pouvoirs publics qui devront définir des objectifs accessibles aux communautés et prévoir des niveaux de production et des encadrements financiers à la hauteur des enjeux concernés.

3^e chantier

Agriculture, agroalimentaire et aménagement des forêts

En 2050, la planète comptera neuf milliards d'habitants. Déjà, aujourd'hui un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim. Permettre à la terre de nourrir tout son monde suppose des mutations gigantesques dans les modes de production agricole, dans l'aménagement forestier, dans la régulation des marchés et dans le rôle des pouvoirs publics.

On dénombre plus de 600 000 coopératives agricoles et forestières dans le monde, propriété de dizaines de millions de producteurs et de paysans indépendants aussi bien au Nord qu'au Sud. Elles sont au cœur de l'initiative pour une agriculture écologiquement intensive, pour l'agriculture biologique et pour l'exploitation durable de la forêt.

Se nourrir est un droit fondamental, c'est-à-dire le droit de tous les peuples à la souveraineté alimentaire, le droit à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que le droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. De même doit être reconnu le droit à l'aménagement intégré et durable des forêts. La création d'une véritable Organisation mondiale de l'agriculture qui aurait pour mission la reconnaissance de ces droits, l'harmonisation des politiques agricoles et forestières de même que la régulation de leurs marchés, s'avère nécessaire pour qu'ils soient respectés.

4^e chantier

De nouveaux choix sociaux pour l'État et le renouvellement des services collectifs

L'État peine à se renouveler. Sa technocratisation et sa bureaucratisation tiennent ses citoyens à distance et alourdissent ses services. L'État social de demain doit se rapprocher de ses territoires (régionalisation) et se connecter à ses communautés (démocratisation).

Dans toutes les régions du Québec, des groupes et des communautés prennent des initiatives et développent en mode d'économie sociale et solidaire : de nouveaux services de proximité en santé, de nouvelles approches pédagogiques en éducation, de nouvelles pratiques en insertion sociale et professionnelle, des équipements sociaux d'habitation, des offensives en planification économique locale et régionale, des innovations en production agricole, en ressources énergétiques et en protection environnementale, etc. Marginales à leur début, ces initiatives prennent aujourd'hui de l'ampleur. Là où elles sont significatives, elles ont vocation d'influencer les pratiques publiques et les pratiques professionnelles. Ces dernières, là où elles sont dominantes, ont l'obligation de se renouveler.

Dans l'élaboration de ses politiques publiques, l'État social de demain, dans le cadre d'espaces permanents de délibération citoyenne, doit mettre à contribution les forces vives de ses communautés. Dans la livraison des services, il doit privilégier les organisations dont le fonctionnement démocratique est également une contribution à la production de liens sociaux. Enfin, dans l'ensemble de ses pratiques, l'État social de demain a la responsabilité de faire primer l'intérêt général sur les intérêts particuliers et le développement durable sur la prédation à court terme.

5^e chantier

L'ouverture au monde, surtout aux pays du Sud

La mondialisation libérale et marchande imposée d'en haut désapproprie les populations de leurs biens communs, creuse les inégalités et conduit la planète au-delà de la limite de ses possibilités. Une mondialisation alternative, par le bas, est en construction. Il faut presser le pas.

Enracinée dans le réel et le quotidien des populations locales, l'économie sociale et solidaire répond aux besoins des individus et des communautés, crée des liens sociaux et concrétise leurs aspirations. En se fédérant toujours plus et mieux au plan international, en développant des alliances de toute sorte et en nourrissant des rapports assidus avec les autres composantes du mouvement social, l'économie sociale et solidaire pèsera d'un poids plus important dans l'économie mondiale, sera mieux reconnue et influencera davantage la régulation internationale.

Il n'y a pas d'avenir pour la planète et ses habitants sans une révision des règles du commerce et de l'aide publique au développement qui puisse permettre aux populations de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles, d'exercer librement leur souveraineté alimentaire, d'aménager selon leur volonté des services de proximité et se doter sans contrainte de politiques publiques visant une plus grande équité et égalité. En dépendent la paix, la prospérité et la santé de la planète.



6^e chantier

Renouveler notre action politique

Aujourd'hui, la pratique politique connaît un désamour inégalé. La population entretient à son égard un rapport parfois cynique, prélude à des dérives populistes et autoritaires. À terme, ce sont les institutions démocratiques qui seront menacées et que seront mises de côté les avancées durement acquises du côté des libertés, des égalités et des solidarités.

Les entreprises et les organisations d'économie sociale et solidaire donnent vie à la conviction que c'est en se regroupant collectivement et en fonctionnant démocratiquement que l'on répond mieux à ses besoins et à ceux de sa communauté et que l'on réalise plus amplement ses aspirations. L'économie sociale et solidaire puise aux valeurs de liberté (d'adhésion), d'égalité (des membres) et de solidarité (dans les ressources et services). À moins qu'elle soit complètement banalisée par le marché ou instrumentalisée par les politiques publiques, son projet est social. Alors ses acteurs doivent assumer leurs responsabilités politiques de porter sur la place publique les enjeux de cette économie et d'en débattre. Convaincus qu'ils contribuent ainsi au mieux vivre de toute la société.

Hiérarchique et régulièrement hégémonique, l'État a trop souvent tendance à se croire seul définisseur et détenteur de l'intérêt général. Une attention soutenue à l'égard des entreprises collectives et des organisations de l'économie sociale, plus souvent porteuses de l'intérêt général de par leur mode d'organisation et leurs finalités sociales que ne le sont les grandes entreprises privées, devrait l'aider à assumer pleinement et plus correctement son mandat.

Conclusion

Faire mouvement

Au Québec, les infrastructures physiques sont en piteux état. Beaucoup s'inquiètent des infrastructures sociales. Et les infrastructures politiques ne rassurent guère. Le temps est-il venu, collectivement, comme acteurs de l'économie sociale, de faire le point, de débattre d'une plate-forme, de faire mouvement avec les autres forces vives de la société civile et de proposer ensemble une vision pour le Québec d'un véritable développement durable, des politiques publiques conséquentes et des projets pour les concrétiser dans les plus brefs délais ?

Au plan international se déploie un Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire qui tient des rencontres biennales à Chamonix (les Rencontres du Mont-Blanc). Celles des 9 au 12 novembre prochain consisteront à identifier la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement durable que les organisations membres de ce Forum international présenteront aux chefs d'État du monde à RIO+20 en juin 2012. Le Québec, dont l'économie sociale et solidaire occupe un espace proportionnel significatif et stratégique, se doit d'être présent à Chamonix en novembre 2011 et à Rio en juin 2012 pour que son expérience soit connue et, s'il y a lieu, inspire et dynamise d'autres communautés dans le monde.



Cinq réalisations de l'économie solidaire dans le monde à l'heure de Rio+20

Voici cinq réalisations de l'économie solidaire dans le monde, au Nord et au Sud, qui tracent la voie avec un bilan écologique, social et économique qui illustre l'avenir de la planète si on change de modèle :

- 1 une expérience québécoise de conversion écologique de l'économie dans le secteur de la forêt ;
- 2 l'expérience d'un véritable mouvement social en Italie dans le secteur des services aux personnes et l'insertion socioprofessionnelle ;
- 3 l'expérience péruvienne d'un parc industriel où l'économie populaire et solidaire prévaut dans un bidonville de 350 000 personnes ;
- 4 une expérience sénégalaise dans le secteur de l'alimentation en électricité de villages ;
- 5 une expérience syndicale et coopérative au service des femmes de l'économie populaire en Inde.

Un portrait révélateur qui illustre les possibles d'une planète qui peut devenir plus écologique, plus solidaire et plus démocratique.



1 Les coopératives forestières en action : un bilan écologique positif en perspective

La Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF) regroupe quelque 40 coopératives de travailleurs du secteur forestier. Ces coopératives emploient plus de 3 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires annuel de près de 225 millions de dollars. Elles sont engagées dans tous les secteurs de l'industrie : production de plants en pépinière, sylviculture, récolte et transformation. Fortes de leur expertise, ces coopératives développent de nouvelles activités, dont l'utilisation de produits forestiers non ligneux et de la biomasse forestière à des fins énergétiques. La **biomasse forestière** est constituée de tous les végétaux d'une forêt : arbres, plantes, arbustes et feuillages. Sur le plan énergétique, toutefois, les différents intervenants s'intéressent surtout aux résidus de coupe forestière qui sont habituellement laissés en forêt lors de la récolte du bois à valeur commerciale. Parfois aussi, on produit de la biomasse en plantant des arbres à croissance rapide (peupliers ou saules) qui seront récoltés quelques années plus tard. En vertu de ses propriétés physiques, **la biomasse forestière peut remplacer les combustibles fossiles**, car elle est considérée comme neutre en carbone et son utilisation en tant que source d'énergie permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Les coopératives forestières et leurs partenaires (communautés autochtones, organismes municipaux qui gèrent des forêts, etc.) ont obtenu récemment l'attribution de 30 % du volume, soit plusieurs dizaines de milliers de tonnes de biomasse forestière en provenance des forêts publiques du Québec. Parallèlement, depuis trois ans, la FQCF déploie une **stratégie afin de chauffer les bâtiments institutionnels** à l'aide de la biomasse forestière. En 2007, la FQCF a présenté au gouvernement et à l'Agence de l'efficacité énergétique, un projet de valorisation de la biomasse forestière visant la maximisation des retombées économiques pour les régions du Québec.

D'ici 2012, l'organisme souhaite réaliser **de 350 à 400 projets de chaufferie**, créer 920 emplois, en plus de consolider les emplois actuels dans les coopératives forestières. Déjà, une douzaine de coopératives sont engagées dans des projets avec leurs établissements locaux. La première chaufferie conçue pour être alimentée à la biomasse forestière a d'ailleurs été inaugurée à l'hôpital d'Amqui, en Gaspésie à la fin de 2009. Le développement de cette filière permettra non seulement **d'améliorer le bilan écologique**, mais aussi de **consolider les collectivités locales**, car les retombées des activités économiques des coopératives y sont entièrement réinvesties, contrairement aux profits des multinationales.

Source : Cahier spécial du journal **Le Devoir**, 11 et 12 septembre 2010, à l'occasion de la conférence internationale de Lévis.



2

Les coopératives sociales italiennes : l'expérience d'un mouvement social

Les coopératives sociales italiennes qui ont émergé dans les trois dernières décennies sont très vigoureuses : 7363 coopératives en 2005, employant 244 000 personnes (dont 211 000 ayant un statut d'employés) et ayant un volume d'affaires annuel cumulatif de 9 milliards de dollars.

Les coopératives (définies communément comme coopératives sociales de type A) s'articulent principalement autour des services à domicile, de centres d'accueil, de centres socio-éducatifs, de communautés thérapeutiques, d'éducation et de prévention, de crèches et de maisons de repos pour des usagers tels que les handicapés physiques et mentaux, des personnes âgées, des mineurs, des toxicomanes, des personnes atteintes du sida. Immense chantier d'intervention sociale inscrit dans un travail collectif.

Les coopératives sociales de type B sont principalement conçues dans le cadre de politiques actives pour l'emploi.

Elles s'articulent principalement autour de l'agriculture, de l'aménagement des espaces verts, du nettoyage, de la blanchisserie industrielle, de l'informatique, de la reliure et la typographie, des activités artisanales et de services divers.

Les enseignements qu'on peut en tirer pour le mouvement coopératif, nous dit un de ses artisans (Pezzini, 2010), sont qu'il faut savoir devenir un mouvement social, qu'il faut s'équiper pour exercer un rôle politique. Autrement, on risque de perdre identité et autonomie. Les coopératives sociales et les autres acteurs de l'économie sociale peuvent jouer un rôle fondamental dans la transformation de l'État social, surtout dans les services de proximité et dans la lutte contre l'exclusion à la condition :

a) que l'État assume pleinement son rôle et les fonctions qui ne peuvent pas être déléguées telles la programmation des services fondamentaux pour tous, la coordination et la valorisation des ressources publiques et privées présentes dans les territoires, les activités de surveillance et de contrôle ;

b) que le marché, dans sa fonction primaire de production de biens et services à travers la loi de la demande et de l'offre, reconnaisse ses limites ;

c) que les expériences coopératives sachent faire valoir leur capacité d'unir efficacité et solidarité afin d'obtenir la reconnaissance de leur rôle d'anticipation de réponses aux nouveaux besoins, d'intégration et de complémentarité aux services existants, de stimulation des institutions et des politiques sociales, surtout celles qui concernent les plus faibles ;

d) qu'elles soient finalement aidées en conséquence.



Source : **Enzo Pezzini**, directeur du bureau de Bruxelles de la Confédération des coopératives italiennes. *Services de proximité et coopératives sociales : l'expérience italienne*, Conférence internationale *Quel projet de société pour demain ?* Lévis septembre 2010.

3 Villa el Salvador: Économie populaire solidaire et développement local dans un bidonville

«Peut-être la réussite la plus grande dans l'édification d'une communauté dans le monde est-elle celle de Villa El Salvador à Lima (Pérou), où les citoyens ont planté un demi-million d'arbres, construit 26 écoles, 150 garderies, 300 cuisines communautaires, et formé des centaines



d'assistants médicaux qui vont de porte en porte. (...) Les principaux artisans de cette réussite:... un vaste réseau de groupes de femmes et une structure administrative démocratique d'associations de quartier...» (Durning, Worldwatch Institute, 1989 : 264-265).

Ce diagnostic du début des années 90 peut être reconduit en l'an 2011. Villa el Salvador (VES), bidonville de 350 000 habitants, en banlieue de Lima au Pérou, est devenu en 40 ans une municipalité qui se caractérise par son haut degré d'organisation sociale (plus de 3000 associations de quartier et sectoriels y oeuvrent) et par son Parc industriel cogéré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs.

L'aménagement du territoire à Villa el Salvador

VES est doté d'une forme particulière **d'organisation sociale de son espace en faisant du groupe résidentiel l'unité de base de l'organisation de son territoire**. Le groupe résidentiel comprend en moyenne 384 familles organisées par pâtés de maison, soit entre 2 000 et 2 500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun : l'école maternelle, le centre de santé, le local



communal, le terrain de jeu. VES a planifié son développement en créant 120 places communes. Dans Villa el Salvador, la place commune est conçue de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale favorisant la décentralisation.

L'organisation socio-politique de VES

En 1984, Villa el Salvador se détache de la municipalité de Lima et élit son propre maire. Cette nouvelle structure politique introduit alors une première institution de caractère public fondée sur la citoyenneté et la démocratie représentative. L'organisation de la ville se modifie alors en conséquence : le pouvoir est partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité.

Le parc industriel

La grande industrie privée ne montrant pas d'intérêt pour le parc industriel, **elle laissera ainsi une porte ouverte** à l'Association de petits industriels et à la municipalité pour demander au gouvernement le transfert des terrains à la municipalité. C'est ainsi qu'en 1987, se constitue l'*Autoridad Autónoma*, entité mixte formée par trois représentants du gouvernement national et trois de VES. Les objectifs sont alors de promouvoir l'installation et la consolidation de petites entreprises en leur fournissant, en contrepartie de leur présence dans le parc, une infrastructure de base et une assistance technique. Le parc sera **le résultat d'un travail d'organisation des petits entrepreneurs populaires** présents à VES mais disséminés dans le bidonville, et d'un développement intégral basée sur la commercialisation, l'assistance technique à la production, le financement et la formation entrepreneuriale.

Après 10 ans d'efforts, les résultats ont été probants : sur une population active de 100 000 habitants, VES aura réussi à y regrouper **30 000 postes** de travail distribués **dans 8 000 petites et microentreprises** dont 5 000 dans le commerce, 2 000 dans l'industrie et 1 000 dans les services.

Source Favreau, L. et L. Fréchette, Organisation sociale et développement économique. Un parc industriel à Villa el Salvador, (Lima, Pérou) dans Fontan, Klein et Lévesque, Reconversion économique et développement territorial, PUQ, Sainte-Foy, p.317 à 332.

4 Sénégal, l'électricité par le solaire dans les villages : une coopérative rurale d'épargne et de crédit innovatrice

Au Sénégal, aux alentours de Méckhé, dans la région de Thiès, à trois heures de route de Dakar, la capitale, des paysans bénéficient de l'électricité photovoltaïque grâce à leurs « mutuelles de solidarité », toutes fédérées dans une coopérative rurale d'épargne et de crédit : plate-forme de pompage solaire pour irriguer la terre communautaire ; transformation de leurs produits agricoles (aubergines, choux, gombos, tomates, papayes et oignons) ; conservation ou stockage de leurs produits ; éclairage public par des lampes de basse consommation dans les petites rues des villages ; congélateur communautaire pour refroidir médicaments, aliments, jus de fruit maison ; recharge des téléphones mobiles, etc. Tout cela nécessite de l'énergie dans une région qui dispose de 365 jours de soleil par année. Mais comment faire quand le réseau public d'électricité ne s'y rend pas et qu'il n'y a aucun espoir de son extension à de tels villages dans la prochaine décennie. Le tout a commencé en 1995.

Une union de groupements paysans qui fédèrent 90 « mutuelles de solidarité » dans autant de villages

Dans chacun des villages, un regroupement coopératif de paysans, membre d'une Union des groupements paysans de Mécké (90 groupements sont membres de l'UGPM), s'est mis en marche. Il gère aujourd'hui l'installation. À l'échelle sous-régionale, l'atelier Kayer voit non seulement à subvenir aux besoins énergétiques des agriculteurs, il voit aussi à l'installation de stations familiales de production d'électricité solaire. À l'origine du projet, un partenariat de l'UGPM avec l'ONG française *Terre solidaire* par l'intermédiaire d'un prêt de sa société d'investissement, la SIDI (une société d'investissement solidaire pour le développement créée en 1983).

Quand on connaît le contexte, on se dit qu'il y a là une **innovation majeure** de l'économie populaire et coopérative en milieu rural : en effet, au Sénégal, pays à majorité paysanne, il n'y a que 16 % de la population rurale qui a accès à l'électricité (et à peine 10 % en Afrique de

l'Ouest). Or il est fortement improbable qu'on puisse un jour raccorder toutes ces familles au réseau public parce qu'elles sont généralement très dispersées (dans des villages de plus ou moins 500 habitants), ce qui serait très coûteux d'autant que les entreprises publiques, par les temps qui courent, n'ont plus la cote au Sénégal comme ailleurs. De plus, l'UGPM juge que les produits pétroliers ont des prix nettement prohibitifs sans compter qu'ils sont émetteurs de CO2. Bref, l'avenir est au solaire et n'est pas réservé qu'aux riches !

Pendant ce temps, à quelque cent kilomètres de là, à Saint-Louis, une commune importante de la région (200 000 habitants), des Groupes d'intérêt économique (GIE), version sénégalaise de l'économie populaire et solidaire, s'occupe de la collecte des déchets dans les quartiers populaires de la commune, comme ont pu le constater une partie de la délégation québécoise du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) qui s'était rendue au Sénégal fin janvier, début février, à Saint-Louis, pour explorer de futurs partenariats, puis à Dakar pour les débats en cours sur l'internationalisation de l'économie solidaire dans le

cadre du Forum social mondial. Pour en savoir plus à ce propos, lire le bulletin du GESQ consacré au FSM de 2011 : <http://www4.uqo.ca/ries2001/gesq/bulletin.htmlv>

Une mise en perspective

Pour revenir à l'expérience de l'énergie par le solaire, on peut désormais en déduire que, dans ces villages, la question écologique n'est plus un vain mot. Quand on pense au potentiel d'une telle initiative, on peut l'imaginer changeant d'échelle en devenant une alternative réelle aux énergies fossiles et à l'improbable raccordement à un réseau d'électricité national. Et cela pour des centaines de milliers de familles des pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal, le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée, le Niger, etc. Voilà bien un exemple qu'offre le croisement d'un mouvement paysan, d'une organisation de solidarité internationale qui a su développer des outils de financement appropriés et du dispositif d'une coopérative d'épargne et de crédit au service d'associations villageoises. À l'heure de RIO 2012, ce type d'expérience arrive à point nommé !



SEWA (Inde) : une expérience syndicale et coopérative au service des femmes de l'économie populaire en Inde



La SEWA (acronyme qui signifie *Self Employed Women Association*) est née en Inde en 1972. À la fois syndicat, coopérative et banque, au service des femmes de l'ombre de l'économie indienne, qu'elles soient nettoyeuses, vendeuses de légumes, brodeuses, rouleuses de bidis (cigarettes indiennes) ou de bâtonnets d'encens, fabricantes de cerfs-volants, la SEWA est aujourd'hui un large réseau de coopératives présentes dans différentes sphères d'activité représentant plus d'un million de femmes.

La plus grande coopérative de la famille est la Banque SEWA. Cette banque coopérative, unique en son genre, a ouvert ses portes en 1974 grâce à 4000 femmes qui ont apporté 10 roupies chacune. Aujourd'hui, plus de 55 000 femmes en sont actionnaires, et le capital est de 940 millions de roupies (14,7 millions d'euros ou 20 millions de dollars canadiens). Plus de 305 000 femmes y ont ouvert un compte.

Gérer les marchés : le chemin du succès

Les membres de la SEWA sont les plus petits entrepreneurs des « bazars » locaux. Le développement de la SEWA a donc été un long chemin pour trouver comment ces entrepreneurs peuvent exister sur le marché. La réponse de la SEWA a été de créer un accès plus large au crédit et un lieu de rencontre plus équitable où acheteurs et vendeurs puissent négocier

les termes de la transaction. La SEWA s'est donc concentrée sur la mise en place d'institutions qui peuvent gérer les processus du marché.

Au cours des trente-cinq dernières années, la Sewa a remporté plusieurs victoires significatives pour ses membres. Parmi les plus significatifs, notons :

- ▶ une rémunération minimale pour les rouleuses de bâtons d'encens ou de bidis, qui travaillent à la pièce - une première en Inde ;
- ▶ des négociations entre employeurs, gouvernement et travailleurs indépendants ont également permis de réguler les prix et les conditions de travail ;
- ▶ une convention collective pour les travailleurs indépendants a été élaborée ;
- ▶ les vendeurs de rue ont obtenu des emplacements commerciaux après une victoire de la Sewa contre la Haute Cour du Gujarat (province de l'ouest de l'Inde) ;
- ▶ des crèches ont été ouvertes, des accords pour des soins gratuits, négociés avec les hôpitaux.



Une nécessaire action politique

Dans une récente entrevue faisant le bilan de ces trois dernières décennies, Ela Bhatt, la fondatrice de la SEWA notait avec satisfaction que le travail de l'organisation a été largement reconnu au niveau mondial : « Au moins, il est désormais clair et visible que les pauvres sont solvables. » Elle a tenu cependant à ajouter que, pour aller plus loin, « nous avons besoin de visibilité politique pour créer une force d'opposition, mais cela ne s'est pas encore produit. Pour cela, nous devons nous engager dans l'action politique, dans un sens large. »

Site internet de référence : www.sewa.org

Rio 2012 : dernière chance ou nouvelle ère ?

LEMONDE.FR | 30.06.11 | 09h08

En juin 2012 aura lieu une conférence internationale importante des Nations unies sur le développement durable. En 1992, les Nations unies avaient organisé le premier Sommet de la terre, réunissant de nombreux chefs d'Etat au chevet de la planète. Une convergence avait émergé alors sur la capacité du développement durable à croiser les dimensions environnementale, sociale, économique et culturelle, dans une logique démocratique et participative.

Des textes fondateurs avaient au préalable structuré la réflexion (rapport sur la croissance du Club de Rome, rapport Brundtland...), mais ce qui a fait le succès du Sommet a été la participation de la société civile, c'est à dire des organisations non étatiques : associations, entreprises, collectivités territoriales... Le sommet Rio de 1992 a eu aussi une qualité rare : il portait un message enthousiasme fondateur. L'agenda 21, nouvelle feuille de route pour les territoires, a été défini et promu, et les années suivantes ont démontré la pertinence de la méthode. Des alliances se sont créées : en France, le Comité 21, fort de ses 460 organisations membres (collectivités, entreprises, associations, enseignement supérieur et recherche), est fondé sur cette logique fondamentale : partager, mobiliser, collaborer, mesurer, agir... globalement et localement.

Que s'est-il passé ces vingt dernières années ? Une profonde révolution : explosion démographique – 7 milliards dans quelques semaines – renforcement des problèmes sanitaires, tension sur l'eau et appauvrissement des ressources, dérèglements climatiques, accroissement des inégalités et donc de la pauvreté... mais aussi un accès facilité à l'information, une mise en réseau globale, la transformation des modes de travail, un meilleur accès à la culture, à la santé, à la mobilité...

Les technologies de la communication nous mettent en capacité de recevoir de très nombreux messages instantanés, mais elles nous rendent plus compulsifs dans nos réactions, nous menant à l'hyperconsommation : acheter immédiatement pour posséder et se rassurer. La première urgence est de ne pas ajouter des problèmes supplémentaires aux défis que nous avons déjà à relever, car *"nous passerons le XXI^e siècle à réparer les dégâts des deux siècles précédents"* (Bettina Laville).

Ainsi, la réalité a confirmé les augures du Sommet de la terre de 1992 : nous ne gérons pas la terre sur ses dividendes mais entamons chaque jour son capital de ressources et de biodiversité ! C'est d'autant plus un problème que nous sommes de plus en plus nombreux, que les richesses ne sont pas partagées et que les habitants des pays émergents veulent avoir accès aux modes de vies des plus riches. De vrais signaux nous font comprendre qu'il n'est pas trop tard. Les accords de Kyoto en 1997, la signature par 2 700 élus de la Convention des maires, les actions dans le bâtiment, suite au Grenelle de l'environnement...

Les deux chantiers prioritaires sont la transition économique et la refonte de la gouvernance des territoires. La *green economy*, dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, sera avec la gouvernance mondiale de l'environnement, au cœur de la conférence internationale de juin 2012, souvent appelée Rio+20. C'est une opportunité de remettre à plat les stratégies, les outils, les méthodes et les indicateurs. Ce sera aussi l'opportunité de se poser la question des valeurs qui mènent le monde.

Les modèles sociétaux ne répondent plus à nos besoins et modes de vie. Doit-on attendre des décisions politiques ou économiques venues d'ailleurs ? C'est par une coproduction active et solidaire que l'on peut avancer. Ce sommet de Rio 2012, qui représente avant tout un enjeu de gouvernance, sera une étape importante, s'il est nourri par chacun d'entre nous.

Malgré les très profondes crises environnementale, sociale, économique et culturelle que nous vivons, nous devons être plus actifs ; nous ne pouvons espérer des résultats concrets et opérationnels des chefs d'Etat et fonctionnaires internationaux qui seront à Rio en juin 2012, que si nous y sommes représentés, et que si nous leur apportons des propositions.

Quelle territorialisation pour le développement durable ? Quelles relations entre pays du Sud et ceux du Nord ? Quelle gouvernance mondiale de l'environnement ? Quels modèles économiques pour mener à la prospérité ? Quelle définition de la qualité de vie ? Ce sont les questions que nous pouvons traiter ensemble. En France et à l'étranger, différentes organisations des Etats et de la société civile sont déjà l'œuvre...

Espérons qu'elles seront rejointes par tous ceux qui croient que notre monde peut faire sa "métamorphose" pour une qualité de vie partagée par tous.

Gilles Berhault, président du Comité 21



Les Rencontres du Mont-Blanc

The Mont Blanc Meetings

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc, du 9 au 12 novembre 2011, intitulées « l'économie sociale, un nouveau modèle de développement ? », élaboreront une position commune de l'économie sociale à porter au sommet de Rio 2012.

L'économie sociale, un nouveau modèle de développement ?

Comment l'économie sociale répond-elle aux défis sociaux et environnementaux actuels ? Comment crée-t-elle et distribue-t-elle la richesse ? Par ses objectifs, par ses pratiques, constitue-t-elle un modèle de développement durable ?

Autant de questions qui seront débattues lors de cette 5^e édition des Rencontres du Mont-Blanc. L'occasion pour les dirigeants de l'économie sociale de définir le rôle qu'ils jouent et celui qu'ils souhaitent tenir, de lancer et de partager des projets concrets.

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc sur le chemin de Rio 2012

Les 5^e Rencontres du Mont-Blanc interviendront quelques mois avant la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, qui réunira les chefs d'Etat à Rio au printemps 2012.

Elles seront le lieu d'expression idéal de l'économie sociale pour interpellier la gouvernance publique mondiale et démontrer en quoi l'économie sociale peut favoriser un développement soutenable et intégratif.

Le Comité Scientifique de l'édition prépare un texte d'orientation qui sera validé par les participants et porté au sommet de Rio 2012.

Pour aller plus loin

<https://www.rencontres-montblanc.coop/?q=node/49>

**Couverture de l'événement par la coopérative Oïkos
(www.oikosblogue.coop)
Information dans le cahier spécial du Devoir du 15 octobre 2011**

Un partenariat :

Caisse d'économie solidaire Desjardins
Fondation
Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)
Rencontres du Mont-Blanc

avec la collaboration :

ARUC-ISDC
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Centre d'études et de recherches internationales
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)
Coop fédérée
Fédération des coopératives forestières du Québec
Fondation Monique-Fitz-Back
MCE Conseils
MCN21
Nature Québec
Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)
UPA Développement international (UPA DI)

Ce document est imprimé sur un papier fait de fibres 100 % postconsommation
et produit au Québec. Graphisme : Brunel Design©2011

